SEANCE DU 4 MARS 2014

Convocation a été adressée le 26 février 2014 par écrit à chacun des Conseillers Municipaux pour la réunion qui se tiendra le 4 mars 2014 à vingt heures trente dans la Salle du Conseil Municipal de la Mairie à l'effet de délibérer sur les questions suivantes :

ORDRE DU JOUR

Travaux de voirie demande de FAR 2014
Dématérialisation de procédures administratives
Modification des statuts du SYMIHL
Questions diverses

CONSEIL MUNICIPAL DU 4 MARS 2014

L'an deux mille quatorze le quatre du mois de mars à vingt heures trente, le conseil municipal dûment convoqué le 26 février 2014 s'est réuni au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Dominique GOSSET Maire.

Présents : M. Dominique GOSSET Maire
M. Louis ARMARY 1^{er} Adjoint
Mme Noëlle RELET 2^{ième} Adjointe
Mme Maryline LURO - - M. Mathieu BONIFACE
M. Bernard CAPDEVIELLE -M. Serge PRATDESSUS
M. Louis LAFFOURCADE -

Absent-Excusé : M. Hervé LETORT - M. Francis VIGNES

Absent : M. Emilien NOGUEZ

Secrétaire : Louis ARMARY

N°2014/03 – TRAVAUX DE VOIRIE – DEMANDE DE FAR 2014 Voirie

Monsieur le Maire sollicite auprès du Conseil Municipal l'autorisation de solliciter des subventions auprès du Conseil Général dans le cadre du Fond d'aménagement Rural.

Monsieur le Maire présente les devis des l'Entreprise VIGNES qui s'élève à 34 335.90 € HT et rappelle que lors de la séance du 5 novembre 2012 le montant du marché de Maîtrise d'œuvre qui s'élève à 9 000 € HT avait été approuvé.

Coût total : 43 335.90 € HT

Le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents acceptent le montant total des devis présentés et mandate Monsieur le Maire pour solliciter auprès de ces collectivités les subventions les plus hautes afin de financer ce projet qui s'inscrit dans le plan global de l'aménagement de l'espace public et de la mise en accessibilité conformément à l'obligation de 2015.

N°2014/04 - DEMATERIALISATION DE PROCEDURES ADMINISTRATIVES CONCERNANT :

- les actes soumis au contrôle de légalité (ACTES) et les Actes Budgétaires
- les bulletins de salaire et états de charges pour dématérialisation de la paye avec le comptable du trésor (et la C.R.C).
- les déclarations à l'Urssaf (DUCS-EDI)

Séance Publique du Conseil Municipal d'OUZOUS du 4 mars 2014

- les échanges avec INSEE (état civil, listes électorales, ...)
- les échanges avec la Préfecture (listes électorales)
- les échanges avec la DGI (état civil, décès)
- les données d'urbanisme vers la DGI / CAD-COM
- Toutes les formules de paiement modernes à partir des facturations de redevances, T.I.P., T.I.P.I., mensualisation
- PES-V2 : recettes, dépenses et budgets

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 139 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux responsabilités locales et rendant possible la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité,

Vu le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité définissant les conditions de télétransmission des actes,

Vu l'Arrêté du 3 août 2005 portant création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé HELIOS par le trésor Public,

Vu la convention cadre nationale relative à la dématérialisation des états de payes des collectivités et établissements publics locaux,

Le Maire fait part de l'intérêt de transmettre, par voie électronique, les actes soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'Etat dans le cadre du contrôle de légalité compris les A.B. (Actes Budgétaires).

Ainsi, par le biais du dispositif de télétransmission, il peut être effectué un dépôt normalisé des actes sur l'un des serveurs du ministère lequel émettra un accusé de réception.

Le dit dispositif doit assurer l'identification et l'authentification de la collectivité territoriale émettrice, l'intégralité des flux de données relatives aux actes concernés ainsi que la sécurité et la confidentialité des données.

Le Maire interpelle également les membres du conseil municipal sur l'intérêt de transmettre, par voie électronique, les "données" de paye, à la trésorerie en format XML. Ces données incluent les bulletins de payes et les états de charges.

Le Maire signale également que la dématérialisation est réalisable au niveau de l'état civil, des électeurs, ... avec une télétransmission de données à l'INSEE (en application du décret n°82-103 du 22 janvier 1982) et encore à la Direction Générale des Impôts (informations relatives aux décès conformément à l'article L102 A du Livre des procédures fiscales) et en Préfecture pour les listes électorales et les tableaux.

Il est de même possible de télétransmettre à la Direction Générale des Impôts les données relatives aux autorisations du domaine de l'urbanisme et des constructions conformément aux textes en vigueur à partir du logiciel S.I.G. – patrimoine « CAD-COM ».

Enfin, le Maire propose que les dispositifs informatiques relatifs à ces opérations soient installés par le Syndicat Intercommunal A.GE.D.I. qui connectera le dispositif homologué « agedi-legalite » et paramètrera les outils nécessaires sur site, en assurera le suivi, la hotline et la formation nécessaire des Elus et des personnels de la collectivité concernés.

Le Syndicat AGEDI, dont la commune est membre, ne pourra être tenu responsable en cas d'inobservation de la législation ou de la réglementation en vigueur. Il ne peut être tenu responsable d'une mauvaise utilisation de la plateforme.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- De la mise en œuvre d'un dispositif de télétransmission des actes à la Préfecture dans des conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur.
- De la mise en œuvre d'un dispositif de dématérialisation des données de la paye avec le trésor et la mise en œuvre de DUCS-EDI avec l'U.R.S.S.A.F. et Pôle emploi.
- De la mise en œuvre de dispositifs de télétransmission de certaines données (conformément aux textes en vigueur) à la Direction générale des Impôts ou encore à l'I.N.S.E.E ou la Préfecture.
- De charger le Maire d'entreprendre les démarches nécessaires à l'aboutissement de ces décisions avec l'aide du Syndicat Intercommunal A.G.E.D.I. dont la commune est membre en choisissant le « PACK DEMAT » pour un coût d'environ 200 Euros /an.

Le dispositif comprend la plateforme « agedi-legalite » homologuée, ainsi que l'ouverture des options autorisant la dématérialisation dans toutes les applications A.G.E.D.I. utilisées par la collectivité compris pour les obligations liées aux publicités des marchés publics, émission des titres de recettes et moyens de paiement tels que T.I.P. , T.I.P.I, ... ainsi que les recettes et les dépenses, en comptabilité (échanges avec le comptable de type PES-V2, ...

- De signer les conventions afférentes avec les administrations concernées : Préfecture, Trésor Public, INSEE, URSSAF, C.R.C....

Copie de la présente sera transmise aux différents interlocuteurs et au Syndicat Intercommunal A.G.E.D.I pour la mise en place.

N°2014/05 – PROJET DE MODIFICATION STATUTAIRE DU SYNDICAT MIXTE DU HAUT LAVEDAN

M. le Maire donne lecture au Conseil Municipal d'un courrier en date du 30 janvier 2014 émanant de Mme la Présidente du Syndicat Mixte du Haut Lavedan et sollicitant l'avis du conseil municipal concernant un projet de modification statutaire du Syndicat.

Il indique qu'en effet par délibérations en date du 18 novembre 2013 et du 14 janvier 2014, et conformément à l'article l5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, le comité syndical du Syndicat Mixte du Haut Lavedan a proposé des modifications statutaires portant sur les points suivants :

- Le libellé de la compétence : « études et travaux d'entretien des cours d'eau et des zones riveraines, de stabilisation de berges et de protection contre les crues sur le canton d'Argelès-Gazost dans le cadre de l'intérêt général » qui est modifié comme suit : « **Etudes et Travaux d'entretien des cours d'eau, d'amélioration de la dynamique fluviale et de protection contre les crues sur le canton d'Argelès-gazost, dans le cadre de l'intérêt général** ».
- La contribution financière des communes membres afférente à cette compétence est modulée en fonction du type de travaux :
 - Pour les travaux d'entretien des cours d'eau et d'amélioration de la dynamique fluviale : toutes les communes membres contribuent selon la clé de répartition aux dépenses d'administration générale (50 % potentiel fiscal – 50 % population DGF, avec plafonnement à 29 %).
 - Pour les travaux de protection contre les crues : instauration d'une contribution spécifique pour les communes où se situent les travaux et les zones protégées, selon leur potentiel fiscale :

- Supérieur à 2 000 000 € : contribution spécifique correspondant à 80 % du montant résiduel des travaux, les 20 % restant étant répartis entre toutes les communes membres selon la clé de contribution aux dépenses d'administration générale.
- Compris entre 1 000 000 € et 2 000 000 € : contribution spécifique à 60 %, les 40 restant étant répartis entre toutes les communes membres selon la clé de contribution aux dépenses d'administration générale ;
- Compris entre 500 000 et 1 000 000 € : contribution spécifique à 40 %, les 60 % restant étant répartis entre toutes les communes membres selon la clé de contribution aux dépenses d'administration générale ;
- Inférieur à 500 000 € : contribution spécifique à 20 %, les 80 % restant étant répartis entre toutes les communes membres selon la clé de contribution aux dépenses d'administration générale.

- Rajout de la compétence : « **Etudes de qualification et quantification des phénomènes de mouvement de terrains** » avec une contribution de toutes les communes membres selon la clé de répartition aux dépenses d'administration générale (50 % potentiel fiscal – 50 % population DGF, avec plafonnement à 29 %).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents décide d'approuver le projet de modifications statutaires du Syndicat Mixte du Haut Lavedan, tel qu'exposé ci-dessus.

Délibérations :

N°2014/03- Travaux de voirie – Demande de FAR 2014

N°2014/04 – Dématérialisation de procédures administratives

N°2014/05 – Projet de modification statutaire du SYMIHL

Dominique GOSSET		Louis ARMARY	
Noëlle RELET		Maryline LURO	
Hervé LETORT	Absent	Bernard CAPDEVIELLE	
Serge PRATDESSUS		Emilien NOGUEZ	Absent
Francis VIGNES	Absent	Mathieu BONIFACE	
Louis LAFFOURCADE			